

# Provocations contre la Russie encore ? Les tromperies de la CIA révélées | George Beebe

George Beebe, directeur de la grande stratégie au Quincy Institute et ancien analyste de la Russie à la CIA, explique comment le renseignement devrait éclairer la politique, pourquoi les actions clandestines peuvent fausser l'analyse, et comment le biais partisan s'est accru au sein des institutions américaines. Il aborde également la Russie, l'Ukraine, le risque d'escalade, et pourquoi un monde plus neutre et multipolaire pourrait nécessiter de nouvelles règles. Liens : Quincy Institute : <https://quincyinst.org> George Beebe Twitter/X : <https://x.com/GeorgeBeebe13> Neutrality Studies substack : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Le renseignement et le rôle de la CIA 00:06:31 Renseignement étranger, supervision et Curveball 00:18:29 La CIA après le 11 septembre et le biais politique 00:24:53 Le DNI, la transparence et le partisanship 00:32:25 RussiaGate et la réforme du renseignement 00:36:07 La Russie, l'Ukraine et les risques d'escalade 00:42:37 Pourquoi la neutralité est difficile en Ukraine 00:45:33 Un monde multipolaire et un nouveau réalisme

## #Pascal

Bienvenue à tous dans \*Neutrality Studies\*. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'accueillir George Beebe, directeur de la stratégie globale à l'Institut Quincy, ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA, mais aussi ancien directeur du Centre des sources ouvertes de la CIA et conseiller sur les affaires russes auprès du vice-président Cheney. Bienvenue, George. — Merci beaucoup. George, on s'est rencontrés récemment lors d'une conférence, où tu intervenais également. Avec ton parcours, notamment ton travail au sein du service des sources ouvertes de la CIA — donc plutôt du côté analytique que du côté opérationnel —, j'aimerais savoir comment tu évalues aujourd'hui le rôle des services de renseignement aux États-Unis et dans la politique étrangère américaine. Selon toi, quelle est l'importance de la CIA dans la définition de la politique étrangère des États-Unis ?

## #George Beebe

Eh bien, je peux dire un mot sur ce que, selon moi, cela devrait être, et aussi sur ce que je pense que c'est aujourd'hui. De manière générale, je crois que le renseignement est absolument essentiel pour la politique étrangère américaine. Il faut comprendre le monde. Il faut comprendre les dynamiques qui sont à l'œuvre aujourd'hui dans le système international. Il faut comprendre les capacités et les intentions des autres acteurs — qu'il s'agisse d'alliés, de partenaires, mais aussi d'

adversaires et d'ennemis. Plus nous sommes bien informés, plus nous comprenons ces évolutions et ces dynamiques, plus les responsables américains peuvent adopter des politiques qui protègent la sécurité du pays et favorisent sa prospérité. Et ce n'est pas une tâche facile. Comprendre ce qui se passe dans le monde, c'est un immense défi, parce qu'il faut sortir du cadre de pensée américain.

Il faut apprendre à voir le monde à travers d'autres yeux, des yeux étrangers. Ce sont ces points de vue que les autres pays ont — la façon dont ils perçoivent les États-Unis, et la façon dont ils perçoivent les évolutions dans le monde. Il faut le faire sans pour autant les justifier, sans dire : « voilà comment ils voient les choses, et ils ont raison ». L'idée, c'est de comprendre leur regard pour pouvoir anticiper ce qu'ils pourraient faire, ou comment ils pourraient réagir à ce que font les États-Unis. Il faut aussi tenir compte des perceptions erronées et des malentendus, qui jouent souvent un rôle énorme dans les crises et les conflits internationaux. Mais ce type de compréhension ne sert pas seulement à aider les responsables américains à se préparer à faire face aux menaces. Il permet aussi de donner aux diplomates américains les moyens d'être plus efficaces dans leurs échanges avec leurs homologues à l'étranger.

Alors, ça, c'est un peu l'idéal, ce qu'on espère de l'intelligence. Mais il y a d'autres aspects de l'intelligence qui font aussi partie du travail d'une organisation de renseignement. Quand les États-Unis ont créé la Central Intelligence Agency, c'était en mille neuf cent quarante-sept, dans le cadre du National Security Act de cette même année. C'était une réaction à ce qui s'était passé pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier à Pearl Harbor. Cette attaque surprise a eu un impact durable sur la psychologie américaine et sur la vie politique du pays. L'une des choses que les législateurs voulaient garantir, c'était qu'on ne soit plus jamais pris par surprise de cette façon. Ils voulaient donc une organisation centrale du renseignement, capable d'avoir accès à tous les types d'informations, et de servir de point central où tout cela serait rassemblé et analysé.

L'idée, à l'époque, c'était de réduire au maximum le risque de mauvaises surprises à l'avenir. Mais qu'est-ce qui s'est passé d'autre à ce moment-là ? On entrait dans la guerre froide avec l'Union soviétique. Et il y avait un autre héritage de la Seconde Guerre mondiale qui a influencé la façon dont la CIA a été conçue et organisée : c'était l'OSS, l'Office of Strategic Services, une branche de l'armée américaine pendant la guerre, chargée des opérations secrètes et des activités clandestines. La CIA a fini par devenir une organisation qui combinait à la fois cette capacité opérationnelle et paramilitaire, et la capacité analytique. Ces deux dimensions ont toujours cohabité dans une sorte de tension permanente, depuis cette époque.

Parce que si vous êtes un bras de la politique américaine, si vous agissez dans le monde — pas seulement pour collecter et analyser des informations, mais aussi pour tenter de neutraliser des individus dangereux à l'étranger, mener des opérations secrètes qui peuvent parfois impliquer de renverser d'autres organisations ou de saboter certaines infrastructures à l'étranger — eh bien, cela compromet votre capacité, en tant qu'organisation, à voir les choses du point de vue de l'autre camp. À être aussi objectif que possible dans vos analyses, sans être influencé par des considérations politiques. Et la tension, en résumé, c'est que si vous êtes sur le terrain en train d'

essayer de faire réussir une politique, vous avez forcément un intérêt dans la manière dont votre analyse du renseignement décrit les perspectives et les chances de succès de cette opération. C'est une tension qui, au fil des années, a connu des hauts et des bas au sein de la communauté du renseignement américaine.

## **#Pascal**

Donc, d'une certaine façon, si vous jouez dans le domaine du changement de régime, évidemment, ça va influencer la manière dont vous faites l'analyse des régimes.

## **#George Beebe**

Exactement. Et je vais vous donner un exemple tout récent. Les Israéliens, avec leur service de renseignement, sont venus à la Maison-Blanche. Tout cela a été décrit dans un article du New York Times, qui expliquait pourquoi le président Trump avait finalement décidé de lancer ce conflit contre l'Iran, celui qu'on essaie maintenant de conclure. En gros, ils ont dit : « Regardez, voici ce qu'on peut faire. Voici les informations que nous avons sur l'Iran. Et voici ce que nous proposons pour éliminer la capacité nucléaire iranienne, neutraliser ou détruire son arsenal de missiles, renverser ce régime, en somme, et provoquer une sorte de soulèvement populaire en Iran. » Et ils étaient plutôt optimistes.

Cette analyse du renseignement était clairement orientée pour pousser le président Trump à se dire : « Ah oui, on a une belle opportunité, ça peut marcher. » Avec le recul, cette analyse du renseignement était gravement faussée. Elle surestimait largement la probabilité que ces attaques provoquent une sorte de soulèvement populaire capable de renverser la théocratie en Iran. Et pour moi, ça illustre bien la tension entre la défense d'une ligne politique et l'usage du renseignement. Les Israéliens, et Benjamin Netanyahu à l'époque où ils étaient à la Maison-Blanche, défendaient clairement une politique. Et ils utilisaient le renseignement de manière efficace pour servir cette cause, ce qui, presque inévitablement, compromet l'objectivité des jugements produits.

## **#Pascal**

Alors, ça m'amène à cette question : à quel point les services de renseignement étrangers, comme le MI6 et le Mossad, sont-ils mêlés les uns aux autres ? Quelle est la profondeur de leurs interactions ? Parce que le vrai problème, c'est que ces organismes-là... on ne peut tout simplement pas les contrôler. La CIA, par exemple, peut refuser de répondre aux questions des élus, du Congrès. Ils l'ont déjà dit officiellement : « Je ne peux pas répondre à ça pour des raisons de sécurité nationale. » Donc, en réalité, on ne peut pas savoir. C'est comme une boîte noire à l'intérieur de la boîte noire du gouvernement. Et vous, qu'est-ce que vous savez de la façon dont ils interagissent avec les autres services de renseignement ? Parce que, selon moi, ils ont forcément des intérêts communs — peut-être pas pour les mêmes raisons, mais des intérêts partagés quand même. Est-ce qu'ils coopèrent entre eux pour obtenir un résultat politique qu'ils souhaitent voir se réaliser ?

## **#George Beebe**

Je vais dire deux ou trois choses en réponse. D'abord, la CIA ne peut pas vraiment refuser de répondre aux questions du Congrès. Elle peut refuser dans certains cas, par exemple lors d'une audition publique, si on lui demande des informations classifiées. Dans ce cas, bien sûr, elle doit dire : je ne peux répondre qu'en séance à huis clos. Et puis, il y a aussi certains programmes, certains renseignements tellement sensibles qu'ils ne sont partagés qu'avec quelques personnes précises, nommément désignées, au sein du Congrès.

Il existe donc des dispositions pour ce type de partage, quand une information est tellement sensible qu'on ne peut pas la communiquer à l'ensemble du Congrès et à leurs équipes. Dans ce cas, il faut le faire dans des conditions très strictes, avec seulement quelques dirigeants du Congrès désignés à cet effet. Mais à ma connaissance, il n'existe aucun cas où la CIA pourrait simplement dire : « désolé, nous ne répondrons pas à cette question ». Ce serait un vrai problème. Et là, on touche à une question plus large : comment un gouvernement démocratique peut-il réellement garder le contrôle démocratique sur des services de renseignement secrets ? C'est une question très importante.

## **#Pascal**

Mais on peut dire que, même si ce n'est pas parfait, c'est un fait. Je veux dire, l'idée que la CIA agit dans l'ombre et fait n'importe quoi, c'est exagéré. Elle reste sous contrôle démocratique.

## **#George Beebe**

C'est exact. Maintenant, on peut se demander dans quelle mesure ce partage est vraiment efficace, à quel point il y a de la franchise, de l'ouverture et de la transparence entre la communauté du renseignement et les membres du Congrès à qui ils sont censés rendre des comptes. C'est une autre question. Mais dire qu'il n'y a aucun contrôle, et qu'ils peuvent simplement bloquer toute enquête ou tout questionnement du Congrès, je pense que c'est exagéré. Quant au partage avec d'autres services de renseignement, ça fait partie du travail du renseignement. La CIA ne peut pas être partout, tout le temps, ni recueillir des informations partout, tout le temps. Elle a besoin d'aide. Donc, très souvent, on s'appuie sur des partenaires qui ont de meilleures capacités de collecte dans certaines zones. Et ça, c'est en partie un avantage important et inévitable que le fait d'être local peut apporter dans le domaine du renseignement.

La géographie compte, la culture compte, les compétences linguistiques aussi, tout ça a son importance. Donc, idéalement, quand on parle de partage de renseignements, l'idée, c'est d'utiliser les partenaires là où ils ont un avantage. Mais il faut le faire en gardant les yeux ouverts, en sachant que certains ont leurs propres agendas, et qu'ils essaient aussi d'influencer le gouvernement des États-Unis. C'est donc quelque chose qu'il faut faire, mais avec prudence. En général, voilà comment ça se passe : c'est un échange de bons procédés. Autrement dit, si un service de renseignement

étranger travaille avec la CIA et veut nous transmettre des informations, ou si nous voulons obtenir des informations de leur part, ils vont aussi vouloir quelque chose en retour. C'est donc un partage à double sens. Mais c'est un processus qui doit être mené avec précaution, en gardant bien à l'esprit à quel point on peut être vulnérable à l'influence de ces organisations étrangères.

Je vais citer un autre exemple, un exemple très connu de ce qu'on appelle la coopération entre services de renseignement, c'est-à-dire le partage d'informations recueillies par un service étranger, mais qui, dans ce cas, n'a pas été traité avec la prudence et le scepticisme nécessaires. C'est l'affaire du soi-disant informateur irakien surnommé « Curveball », juste avant l'invasion de l'Irak sous George W. Bush. Cet homme, un ressortissant irakien, était alors pris en charge par les services de renseignement allemands. Il a fourni des informations qui, avec le recul, se sont révélées complètement fabriquées. Mais ni les Allemands, ni le gouvernement américain n'ont vraiment su gérer cette situation correctement. Et au final, ces informations ont été utilisées pour justifier les affirmations selon lesquelles l'Irak menait encore des programmes d'armes de destruction massive, des programmes qu'il fallait, selon l'administration Bush, éliminer par une invasion.

## **#Pascal**

Mais à ce moment-là, il y avait aussi une motivation politique très claire : trouver n'importe quel argument possible pour justifier une politique qu'on voulait déjà mettre en place. Donc ce n'était pas... enfin, toute cette idée d'un soi-disant échec du renseignement, du renseignement qui aurait failli, c'est en réalité une défense très, très faible pour justifier une politique que certains voulaient mener pour des raisons totalement différentes de celles qu'ils ont avancées.

## **#George Beebe**

Je pense qu'il faut garder une chose en tête... À cette époque, j'ai travaillé un certain temps à la CIA, puis j'étais à la Maison-Blanche, dans l'équipe du vice-président Cheney, comme conseiller sur la Russie. Donc je ne m'occupais pas directement de l'Irak ni des questions du Moyen-Orient, mais j'ai vu pas mal de renseignements produits à ce moment-là. Je n'ai pas eu l'impression que la Maison-Blanche savait depuis le début que ces informations étaient fabriquées ou fausses, et qu'elle les utilisait de manière cynique pour faire avancer un agenda politique. C'était plutôt un cas de biais de confirmation. On a tendance à voir ce qu'on croit, plutôt que de croire ce qu'on voit.

Donc, à la Maison-Blanche, on pensait déjà que les Irakiens n'étaient pas dignes de confiance. On avait vécu ça pendant la première guerre du Golfe, quand on a découvert qu'ils avaient fait beaucoup plus de progrès dans leur programme nucléaire que ce que les services de renseignement avaient estimé à l'époque. Du coup, parmi les responsables politiques, il y avait cette idée qu'il fallait, disons, pencher du côté du pire scénario, partir du principe qu'il se passait peut-être des choses dont le renseignement n'avait pas connaissance. Cette prédisposition à croire que quelque chose se tramait a rendu l'évaluation de ce type d'informations beaucoup moins sceptique qu'elle n'aurait sans doute dû l'être, avec le recul.

## **#Pascal**

Oui, alors d'un côté, il y avait le biais de confirmation. Et de l'autre, il y avait des gens qui cherchaient à trouver ce qui pouvait leur donner une justification. On se souvient aussi de certaines de ces déclarations politiques absurdes, comme Donald Rumsfeld qui disait : « l'absence de preuve n'est pas la preuve de l'absence ». Franchement, c'était du grand n'importe quoi, juste pour servir un objectif politique. Mais bon, ce sont des politiciens. Les politiciens font ce que font les politiciens, c'est comme ça. La vraie question, c'est : est-ce que les services de renseignement orientent ensuite les choses dans une certaine direction ? Ou bien, comme vous le disiez, dans un monde idéal, le renseignement devrait rester totalement neutre, non ? Il devrait simplement être là pour informer les responsables politiques. Le danger, évidemment, c'est que si le renseignement lui-même poursuit des objectifs politiques, il finit par influencer la politique. C'est bien ça. Alors, selon vous, jusqu'où sommes-nous allés dans ce cercle vicieux ?

## **#George Beebe**

Eh bien, vous savez, j'ai mentionné tout à l'heure que la CIA, dès sa création, avait deux missions. D'un côté, une mission analytique, où l'objectif était d'être aussi objectif, neutre et libre de tout parti pris politique que possible. Et de l'autre, une mission opérationnelle, qui, par nature, poursuit un but politique. Cette tension-là n'a jamais été résolue. Et je pense même qu'elle s'est aggravée. Pourquoi je dis ça ? Les attentats du onze septembre deux mille un ont profondément transformé la CIA. L'agence a lancé une vaste campagne de recrutement, elle a donc énormément grandi. Et la mission prioritaire est devenue la lutte contre le terrorisme : repérer les terroristes, identifier les complots avant qu'ils n'aboutissent, et aller à l'étranger pour affronter ces organisations terroristes, afin qu'elles ne puissent pas frapper le territoire américain. C'est devenu la mission de renseignement numéro un.

Mais ça, par nature, c'est à la fois une fonction analytique et une fonction opérationnelle. Oui. Et les volets paramilitaires de la CIA se sont beaucoup développés. On a recruté tout un tas de gens dont la mission était de traquer les ennemis et de les neutraliser, soit en les capturant, soit en les tuant. Et quand on consacre une part aussi énorme de l'organisation — en termes de budget, de recrutement et de mission — à cet objectif, on modifie forcément son équilibre interne. On devient inévitablement une partie de l'équation politique, parce qu'on est responsable de mener des opérations qui ont pour but d'avoir un impact sur la politique. Du coup, dans ce genre de situation, il est très difficile de rester à l'écart des considérations politiques. Et ça rend presque inévitablement impossible de maintenir un vrai équilibre entre l'objectivité et l'impact opérationnel.

## **#Pascal**

Et l'idéologie, alors ? Je veux dire, est-ce que, comme vous le décrivez, les gens de la CIA croient qu'il y a simplement des méchants qui font de mauvaises choses parce qu'ils sont mauvais ? Vous

voyez, un peu le stéréotype... Shakespeare a ce personnage magnifique, Iago, dans \*Othello\*. Iago se lève le matin et dit : « Je veux faire le mal. » Est-ce que c'est cet état d'esprit-là ? Parce qu'une autre approche, pour une agence de renseignement, ce serait de se demander : pourquoi y a-t-il des gens qui veulent nous faire du mal ? Il y a cette interview célèbre d'Oussama ben Laden, où on lui demande : « Pourquoi faites-vous ça ? » Et Oussama ben Laden explique en fait la logique qui le conduit à agir comme il le fait. Ce serait une autre manière de voir les choses. Mais alors, est-ce qu'il existe, disons, une idéologie américaine du type « nous, les gentils » contre « les méchants », et on va les tuer, et si on les tue tous, le problème disparaît ? Est-ce que cette idée est forte à la CIA ?

## **#George Beebe**

Eh bien, je pense que dans n'importe quelle grande organisation, on va forcément trouver une diversité d'opinions, de personnes et de points de vue. Donc, ce serait une erreur de dire : « voilà comment la CIA pense sur ce sujet ». Il y a des gens qui ont une compréhension très fine de la façon dont d'autres peuples dans le monde réfléchissent, de la manière dont d'autres cultures politiques fonctionnent, dont d'autres gouvernements travaillent. Ils sont capables de se mettre à la place des autres, de comprendre leurs perceptions et les contextes dans lesquels ils prennent leurs décisions. Mais il y a aussi des gens qui ont une vision beaucoup plus simpliste. Et tout ce monde-là vit dans la même organisation, doit collaborer et s'entendre. Ce n'est pas étonnant. Donc, oui, il y a des personnes qui voient les choses de façon très tranchée, noir ou blanc, et d'autres qui ont une compréhension beaucoup plus nuancée et complexe des situations.

## **#Pascal**

Oui, mais justement, un service de renseignement qui gère des informations vraiment, vraiment sensibles, non ? Des questions de sécurité nationale, profondément liées à la sécurité nationale, avec des habilitations, des autorisations, tout ça. Est-ce qu'il n'y a pas, dans ce genre d'organisation, une forte tendance à créer une sorte de cadre ? Et si quelqu'un ne rentre pas dans ce cadre, il doit partir, non ? Il ne peut pas faire partie de l'organisation, c'est ça ? Donc, est-ce qu'il y a un biais idéologique dans l'organisation, qui pousse à un certain type de pensée ? Ou bien la CIA est-elle suffisamment diversifiée pour se remettre elle-même en question ?

## **#George Beebe**

Eh bien, c'est un milieu très divers. Et il y a différentes cultures organisationnelles au sein de l'agence. C'est inévitable, et sans doute une bonne chose. Il faut un état d'esprit particulier pour être un chef, ce qu'on appelle un officier de terrain, quelqu'un qui passe la majeure partie de sa carrière à l'étranger, dont le travail consiste à convaincre des ressortissants étrangers de donner au gouvernement américain des informations que le gouvernement du pays hôte ne veut pas qu'on obtienne. Donc, il faut un certain type de personnalité pour faire ça efficacement. Et souvent, c'est aussi un ensemble de compétences complètement différent.

C'est un ensemble de compétences très différent de ce qu'il faut pour être dans les opérations spéciales, à faire des missions paramilitaires. C'est aussi un état d'esprit complètement différent. Et puis, vous savez, un analyste a sans doute plus en commun avec un professeur d'université qu'avec quelqu'un des opérations paramilitaires. L'organisation a besoin de tout ça. Et le gouvernement américain aussi, pour être efficace. Il faut pouvoir faire des choses différentes avec des gens qui ont des forces différentes.

## **#Pascal**

Ce qui est intéressant avec les États-Unis, c'est que la CIA n'est qu'une parmi, je crois, dix-sept agences de renseignement, non ? Et tout en haut de cette structure, il y a le Directeur du renseignement national, qui, jusqu'à il y a quelques jours, était Tulsì Gabbard. En partant, elle a vraiment claqué la porte, en révélant des informations sur ces laboratoires biologiques un peu partout dans le monde. Qu'est-ce que vous en avez pensé ? Et quel est exactement le rôle de la CIA parmi ces dix-sept agences ? J'imagine que la CIA est la plus importante des dix-sept, non ?

## **#George Beebe**

Eh bien, je ne connais pas vraiment la réponse à cette question, et je pense qu'elle est probablement classifiée. Donc, même si je la connaissais, je ne pourrais sans doute pas en parler publiquement. Mais la CIA est une grande organisation. Son rôle a changé depuis deux mille quatre. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, l'impact du onze septembre sur la CIA elle-même a été assez important. Mais cela a aussi entraîné une réorganisation de l'ensemble de la communauté du renseignement, et ça a modifié le rôle de la CIA. Avant, le directeur de la CIA s'appelait en fait le Directeur du renseignement central. Il avait une double responsabilité : diriger la CIA en tant qu'organisation, mais aussi superviser la coordination du reste de la communauté du renseignement. Et la loi de réorganisation du renseignement de deux mille quatre a décidé que la CIA ne fonctionnerait plus de cette manière.

## **#Pascal**

Waouh.

## **#George Beebe**

Le directeur du renseignement central deviendrait uniquement le directeur de la CIA. Et il y aurait ce nouveau Bureau du directeur du renseignement national, dirigé par le directeur du renseignement national, qui aurait la responsabilité d'intégrer et de superviser l'ensemble de ces différentes agences de renseignement, pour s'assurer qu'elles travaillent ensemble de manière harmonieuse et qu'elles partagent les informations — ce qui, jusque-là, ne se faisait pas. Une partie du problème venait du fait que les informations qui ont conduit aux attentats du onze septembre n'avaient pas été partagées comme elles auraient dû l'être entre le FBI et la CIA. Les législateurs ont donc décidé d'

essayer de corriger ce problème en créant le poste de directeur du renseignement national. Et beaucoup des responsabilités qui relevaient auparavant de la CIA ont été transférées ailleurs.

## **#Pascal**

Alors, est-ce que ça a vraiment marché ?

## **#George Beebe**

Franchement, je dirais que ça n'a pas été très réussi. En fait, ce qu'on a fini par faire, c'est simplement ajouter une nouvelle couche d'organisation bureaucratique, avec tout ce que ça implique de lourdeur administrative, sans pour autant donner beaucoup plus d'autorité réelle sur la communauté du renseignement. Et les résultats ont été très mitigés en matière de partage d'informations, alors que c'était justement l'un des objectifs de cette réorganisation. Donc, je pense qu'aujourd'hui, le Bureau du Directeur du Renseignement National a besoin d'une refonte assez profonde, d'une vraie réorganisation et de réformes importantes. Une partie de ce que faisait Tulsi, c'était d'essayer d'accélérer ce processus. Mais ce sera un travail de longue haleine, qui devra être mené par plusieurs administrations successives.

## **#Pascal**

L'une des choses sur lesquelles, tu sais, Tulsi Gabbard, mais aussi certaines personnes de l'administration Trump, ont essayé de travailler, c'est un peu plus de possibilités d'audit, un peu plus de transparence. Par exemple, quand elle a révélé l'existence de certains laboratoires biologiques, c'était quelque chose qui la dérangeait vraiment, elle et d'autres dans l'administration. Je pense qu'elle avait peur, en fait, du potentiel de destruction que peuvent avoir les agents pathogènes manipulés dans ces laboratoires. Évidemment, elle n'a pas cherché à étouffer l'affaire en interne. Elle a voulu l'exposer et sensibiliser le public. Est-ce que, selon toi, les États-Unis devraient faire davantage dans ce sens-là ? Donner plus de moyens aux lanceurs d'alerte pour révéler certaines choses ? Parce que, encore une fois, c'est une arme à double tranchant : d'un côté, la sécurité nationale, et de l'autre, le risque d'un excès de pouvoir. Comment, selon toi, on peut trouver l'équilibre entre les deux ?

## **#George Beebe**

Eh bien, je pense que, quand j'ai rejoint la CIA pour la première fois, et pendant la plus grande partie de ma carrière là-bas, la question de savoir si quelqu'un était démocrate ou républicain, libéral ou conservateur, ne se posait tout simplement pas. Je n'avais aucune idée des opinions politiques de mes collègues. Le sujet n'était jamais abordé, et cela n'influçait certainement pas nos analyses. Aujourd'hui, je crois que la situation a changé. Selon moi, la communauté du renseignement a été contaminée par le partisanisme politique. Et ce n'est pas vraiment surprenant, pour deux raisons. D'

abord, le partisanisme dans le pays, dans son ensemble, est devenu beaucoup plus aigu. Nous vivons en ce moment, aux États-Unis, dans un climat politique très divisé, très partisan, et souvent acrimonieux. Presque tout finit par être touché par la politique.

Les discussions politiques s'invitent même dans les repas de Thanksgiving en famille, alors il serait vraiment étonnant que ça ne déborde pas aussi sur la politique au sein de la communauté du renseignement aux États-Unis. Et c'est pareil dans le monde universitaire américain. Si on regarde les études sur les orientations politiques dans les universités et leurs corps enseignants, on voit que l'équilibre penche très nettement à gauche. Le nombre de professeurs qui se déclarent conservateurs ou républicains dans les universités américaines a chuté de façon spectaculaire. La situation a changé. Les universités étaient déjà plutôt à gauche quand j'étais étudiant, mais aujourd'hui, il est devenu très rare de trouver des professeurs qui reconnaissent ouvertement être conservateurs ou républicains. Et bien sûr, ça a des conséquences sur la CIA, puisqu'elle recrute beaucoup dans ces universités.

C'est dans cette population qu'ils recrutent, et ça fait aussi partie du problème. Je pense qu'il y a clairement eu des abus pendant ce qu'on a appelé l'épisode du « Russiagate ». Des choses ont été faites qui n'auraient pas dû l'être. Et ça a eu d'énormes conséquences sur la politique étrangère américaine, sur notre relation avec la Russie. À mon avis, ça a joué un rôle important dans les difficultés entre les États-Unis et la Russie, des difficultés qui sont aujourd'hui très, très dangereuses. Nous sommes engagés dans cette guerre en Ukraine, qui pourrait facilement dégénérer en un conflit direct entre les États-Unis et la Russie. Et le Russiagate, je pense, a été un facteur — pas le seul, mais certainement un facteur — qui a contribué à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Et je pense que ce que Tulsi a fait, c'est dire : « Écoutez, publions une partie de ce qui s'est passé là-bas, dans le but de s'assurer qu'on ne retombe pas dans ce genre de situation. » Le problème, c'est que la manière dont on révèle ces informations compte énormément, parce que ça peut être perçu comme un acte partisan en soi. Alors, comment réformer et protéger la communauté du renseignement contre ce que j'appellerais des fautes partisans, sans pour autant aggraver cette polarisation, ni affaiblir l'idée que son bureau reste politiquement neutre dans tout ça ? Et ça, c'est une question très difficile. Je n'ai pas de formule toute faite pour y répondre.

Mais ce que je dirais, c'est qu'il faut qu'on ait, au sein du gouvernement, une compréhension claire des règles, de ce qu'on peut faire et de ce qu'on ne peut pas faire. Qu'est-ce qu'on va décider ? Quels principes vont guider nos actions ? Plus ces principes sont explicites, plus on dispose de méthodes claires, d'approches partagées, et plus on se libère de l'influence du partisanisme. Donc, mon instinct, c'est de dire : on a un vrai problème, il faut s'en occuper. Et la meilleure façon de le faire, à mon avis, c'est d'établir des méthodes, des règles et des procédures très claires, qui s'appliquent de manière uniforme. Et en faisant ça, on réduit au maximum le risque que ce genre de décisions soit dicté par des objectifs partisans.

## **#Pascal**

Oui, alors, le rêve idéal, bien sûr, ce serait d'avoir une organisation neutre, qui existe uniquement pour servir l'État, n'est-ce pas ? C'est comme ça que ça devrait être. Et la question de savoir si c'est vraiment le cas, c'est une énorme question. Mais mettons ça un peu de côté pour l'instant. Pour les dix ou quinze dernières minutes, concentrons-nous sur un autre de vos domaines d'expertise, à savoir la Russie, puisque vous avez travaillé sur le dossier russe, entre autres. Comment évaluez-vous aujourd'hui le rôle des États-Unis dans toute cette situation, qui, à mes yeux, ressemble à une escalade ? Je parle de ces drones lancés depuis l'Ukraine, ou pas forcément, mais en tout cas produits au moins en partie en dehors de l'Ukraine, dans des pays européens, et qui sont maintenant envoyés profondément à l'intérieur du territoire russe.

Et on a vu des choses qui auraient été impensables à l'époque de la guerre froide. Vous savez, l'opération Spiderweb, qui a visé une partie de la triade nucléaire russe... La centrale de Zaporijjia, sans cesse attaquée. Aujourd'hui encore, Russia Today a publié un article sur un deuxième employé de la centrale de Zaporijjia, assassiné alors qu'il n'était pas en service. Et puis, ces petites escalades, ces coups d'épingle... La semaine dernière, un grand monument à Sébastopol a été détruit. Aucune valeur militaire, mais une forte valeur culturelle pour les Russes. Quelle est, selon vous, la situation ?

## **#George Beebe**

Eh bien, je pense que c'est une situation extrêmement dangereuse. Et elle l'est parce qu'elle peut entraîner une escalade qui deviendrait très difficile à maîtriser, et qui, au final, pourrait aboutir à une guerre directe entre les États-Unis et la Russie, ce qui serait, vous savez...

## **#Pascal**

Dévastateur.

## **#George Beebe**

Oui, ça pourrait devenir nucléaire, et ce serait absolument dévastateur. Donc, ce n'est vraiment pas quelque chose à prendre à la légère. Maintenant, du côté russe, le problème, c'est que le président Poutine, je pense, veut mettre fin à cette guerre. Il est très clair que les Russes, pour des raisons largement géopolitiques, cherchent un compromis qui leur permettrait de dire qu'ils ont atteint les objectifs de l'opération militaire spéciale. Mais en réalité, ils vont devoir faire des concessions sur certains points qui comptent vraiment pour les Ukrainiens et pour leurs partenaires occidentaux.

Le point le plus important, c'est de dire que nous n'allons pas faire obstacle à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. À l'époque, en deux mille quatorze, après la révolution du Maïdan, c'était une question à laquelle les Russes s'opposaient absolument. Le mouvement du Maïdan, d'ailleurs, avait pris naissance autour de l'accord d'association avec l'Union européenne, que les Russes

considéraient comme un moyen de forcer l'Ukraine à rejoindre le camp occidental et de couper ses liens avec la Russie. C'était donc un sujet auquel les Russes tenaient énormément. Et aujourd'hui, je pense qu'ils disent qu'ils ne vont pas s'y opposer, ce qui, à mon avis, représente une concession majeure.

## **#Pascal**

D'un autre côté, je crois me souvenir que c'était surtout l'adhésion à l'OTAN qui posait problème. L'adhésion à l'Union européenne, en revanche, c'était quelque chose que, pendant très longtemps, la Russie disait accepter, tant que l'Union restait une communauté économique. Dans ce cas-là, ils n'avaient pas vraiment de problème avec ça. Et d'ailleurs, comme vous l'avez justement rappelé, Vladimir Poutine a encore récemment déclaré qu'il n'était pas opposé à ce que l'Ukraine rejoigne l'Union européenne. La ligne rouge, la vraie ligne rouge, celle pour laquelle ils sont actuellement en guerre, c'est l'OTAN.

## **#George Beebe**

C'est exact. Mais il y a deux aspects à tout ça. En deux mille quatorze, la Russie considérait que l'adhésion à l'Union européenne était une étape vers l'adhésion à l'OTAN, donc elle s'inquiétait d'une pente glissante. Mais il y a aussi un autre élément... Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, vient de publier sur le site du ministère un article qu'il avait tenté de faire paraître dans Politico Europe, mais que la rédaction a finalement refusé. Dans cet article, il revient sur l'histoire de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine en deux mille quatorze, et sur la clause qui imposait à l'Ukraine de mettre fin à toute participation à la zone de libre-échange russe. Oui, et c'est ce choix-là que Bruxelles a imposé à l'Ukraine. En gros, on lui disait : soit vous signez un accord d'association avec l'Union européenne, soit vous restez dans la zone économique eurasiatique, mais pas les deux. Voilà.

## **#Pascal**

Ce qui, en réalité, n'est pas quelque chose que les Russes ont fait. Eux, ils disaient plutôt : vous pouvez faire partie de notre zone économique, et peu importe ce que vous faites avec les Européens.

## **#George Beebe**

Les Russes ont dit : vous pouvez avoir les deux. Bruxelles a répondu : non, ce n'est pas possible. Et ça, c'est devenu une source majeure de tensions en deux mille quatorze. Depuis, la position de la Russie a évolué. Ils ont compris que l'adhésion à l'Union européenne ne conduit pas forcément à l'adhésion à l'OTAN. Et ils ont déclaré que si on ferme la porte à la présence de l'OTAN en Ukraine, ou à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, alors ils peuvent accepter, à terme, une adhésion à l'Union européenne. Pour moi, c'est un compromis. Un compromis géopolitique assez important. Cela permet un scénario un peu comme celui du Traité d'État autrichien : un pays militairement neutre,

mais membre de l'Union européenne, avec des liens économiques et commerciaux profonds avec l'Europe, et ainsi de suite.

## **#Pascal**

Il m'a fallu du temps, vraiment pas mal de temps, pour comprendre pourquoi cette neutralité militaire de l'Ukraine non seulement n'a jamais vu le jour, mais a même fait marche arrière. Avant deux mille quatorze, les Ukrainiens avaient un article dans leur Constitution qui disait qu'ils visaient la neutralité. Cet article a ensuite été remplacé par la version actuelle, où il est écrit qu'ils visent l'adhésion à l'OTAN. On sait que, en avril deux mille vingt-deux, le point central des accords d'Istanbul, c'était justement la neutralité de l'Ukraine. C'était l'élément clé, et il a été saboté par les puissances occidentales. On a même aujourd'hui de nombreuses déclarations publiques, y compris celle de Victoria Nuland, qui a dit un jour dans une interview qu'un tel accord aurait « neutralisé » l'Ukraine, et que ce n'aurait pas été une bonne chose. Alors pourquoi, dans ces milieux, les milieux néoconservateurs de l'Ouest, une Ukraine neutre, un pont entre deux mondes, est-elle une idée si impossible ? Et pourquoi ces gens ont-ils autant d'influence sur la politique américaine ?

## **#George Beebe**

Eh bien, je pense que la réponse simple à ça, c'est qu'à la fin de la guerre froide, l'Amérique a décidé que sa politique étrangère devait consister à transformer ce bloc occidental, cette organisation de l'OTAN issue de la guerre froide, en un modèle pour l'ordre mondial tout entier — mais sans la Russie, sans qu'elle en fasse partie. En fait, on était contents d'avoir la Russie dedans, mais comme subordonnée, pas comme membre à part entière. Adhérer à l'OTAN ? Ça changerait la nature même de l'OTAN. En revanche, vous êtes les bienvenus dans la communauté occidentale, mais plutôt comme partenaire junior, disons. Vous pouvez avoir un siège au Conseil OTAN-Russie. Et ce que ça nous permet de faire, c'est de vous expliquer, une fois que l'OTAN a pris ses décisions : « Voilà la décision qu'on a prise. Vous ne pouvez pas la modifier, bien sûr, mais au moins vous pouvez être dans la salle et entendre parler de cette décision. » Les Russes ont regardé ça et se sont dit : attendez une minute, ce modèle-là n'a pas l'air très séduisant pour nous.

## **#Pascal**

Oui, et maintenant, l'Occident semble surpris que ce modèle ne paraisse pas très attirant. C'est assez ironique, parce qu'au sein de l'OTAN, les Allemands et d'autres ont en quelque sorte accepté que ce soit le modèle. Quand les décideurs américains leur annoncent ce qui va se passer, ils ont beaucoup de mal à dire non.

## **#George Beebe**

Oui, non, c'est vrai, et ça, c'est déjà tout un autre sujet en soi. Cet état d'esprit selon lequel on devrait vivre dans un monde unipolaire, et cette communauté que les États-Unis ont contribué à

créer et à diriger pendant la guerre froide, elle couvrait une grande partie du monde, mais pas tout. Nous dirigions le monde libre, mais il y avait d'immenses régions qui n'en faisaient pas partie. Puis, avec la chute de l'Union soviétique, on est entrés dans l'ère unipolaire en se disant : prenons ce monde libre et élargissons ses frontières pour y inclure tout le monde. Et si vous dites aux Russes : non, l'Ukraine peut rester neutre...

Ça ne peut être ni à nous, ni à vous. Ça peut être neutre, quelque part au milieu. En gros, vous avez dit que notre ambition, notre vision de ce que devrait être le monde, n'était pas viable. Qu'on l'abandonnait. Qu'on allait inventer autre chose. Et ça, on n'était pas prêts à le faire. Aujourd'hui, on est dans une autre réalité. Il y a la Chine. Il y a, vous savez, ces puissances intermédiaires qui montent. Le monde n'est plus unipolaire. Et la question, c'est : à quel point va-t-il devenir multipolaire ? C'est un monde différent. Et je pense que de là découlent de nouvelles priorités pour la politique étrangère des États-Unis.

## **#Pascal**

Ce genre d'attitude du type « la neutralité, c'est pas suffisant » ne va sans doute plus fonctionner dans un monde multipolaire comme celui d'aujourd'hui. Et ça me fait penser qu'il doit aussi y avoir un changement d'état d'esprit au sein de ces cercles politiques aux États-Unis. Mais pour l'instant, je ne le vois pas. Et vous, est-ce que vous voyez émerger une approche un peu plus réaliste, du genre « il faut aussi qu'on trouve un compromis de notre côté » ?

## **#George Beebe**

Oui. Je pense qu'on commence à voir les premiers signes de cette prise de conscience aux États-Unis. Ce n'est pas encore une position majoritaire, mais ce n'est plus non plus une position marginale. Il y a, à mon avis, une minorité grandissante qui défend de plus en plus efficacement l'idée que le monde a changé, et qu'il va falloir adopter une autre manière d'y faire face. On ne peut plus faire comme si on était encore la seule puissance dominante. Donc, il va falloir adopter une approche plus réaliste des affaires internationales, en s'appuyant sur les principes de l'équilibre des puissances et sur la diplomatie, pour compléter la dissuasion et la coercition, et pour travailler en partenariat avec les volets plus contraignants de la politique étrangère.

Et il faut bien reconnaître qu'on ne peut pas se permettre d'unir nos ennemis, d'unir nos adversaires, et de les encourager à agir contre les États-Unis. C'est pourtant ce que nous avons fait, en réalité. Je pense qu'une grande partie de la stratégie que nous avons adoptée pendant la période unipolaire a encouragé les autres à chercher des contrepoids, à se protéger, et à former des partenariats pour faire face aux États-Unis, afin d'équilibrer notre pouvoir et notre influence. Donc, pour être efficaces dans le nouvel environnement, il faudra adopter une approche différente.

## **#Pascal**

Donc, d'une certaine manière, à un moment donné, peut-être pas si lointain, il faudrait que ça finisse par entrer dans les esprits à Washington : si on ne veut pas que d'autres cherchent à contrebalancer ou à se regrouper pour faire front, il vaut mieux encourager l'existence d'espaces neutres, qui ne jouent pas ce jeu-là, tout en maintenant un certain équilibre. En fait, ça confirme un peu ma thèse : on va probablement voir revenir davantage de neutralité, qui va réapparaître naturellement à partir de là.

## **#George Beebe**

Oui, on devrait. Je pense que c'est dans l'intérêt des États-Unis de permettre que cela reste une possibilité, à mesure que l'ordre mondial évolue.

## **#Pascal**

C'est une très bonne remarque. En fait, c'est une note positive, et j'aimerais bien qu'on termine là-dessus, parce que la plupart de mes discussions ne se terminent pas comme ça. D'habitude, c'est plutôt sombre et pessimiste, alors je suis content qu'on n'ait pas pris cette direction. George, si les gens veulent te suivre, toi et ton travail, je suppose qu'ils peuvent aller voir du côté du Quincy Institute... ou bien, où est-ce qu'ils peuvent te trouver ?

## **#George Beebe**

Oui. Le site du Quincy Institute, c'est quincyinst.org. J'ai aussi un compte sur X, je crois que c'est GBB13, quelque chose comme ça. Donc, ceux qui veulent me suivre là-bas sont les bienvenus.

## **#Pascal**

Je vais m'assurer de chercher ça sur Google et de trouver le bon compte, et je mettrai aussi la page d'accueil du Quincy Institute dans la description juste en dessous. Tout le monde, allez suivre George Beebe là-bas. George, merci beaucoup pour le temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.

## **#George Beebe**

Merci beaucoup.